



REGARDS CROISÉS SUR



LA FORÊT
MÉDITERRANÉENNE

RESSOURCES | ENJEUX | PERSPECTIVES D'AVENIR

SYNTHÈSE ET PROPOSITIONS D'ACTIONS

Introduction

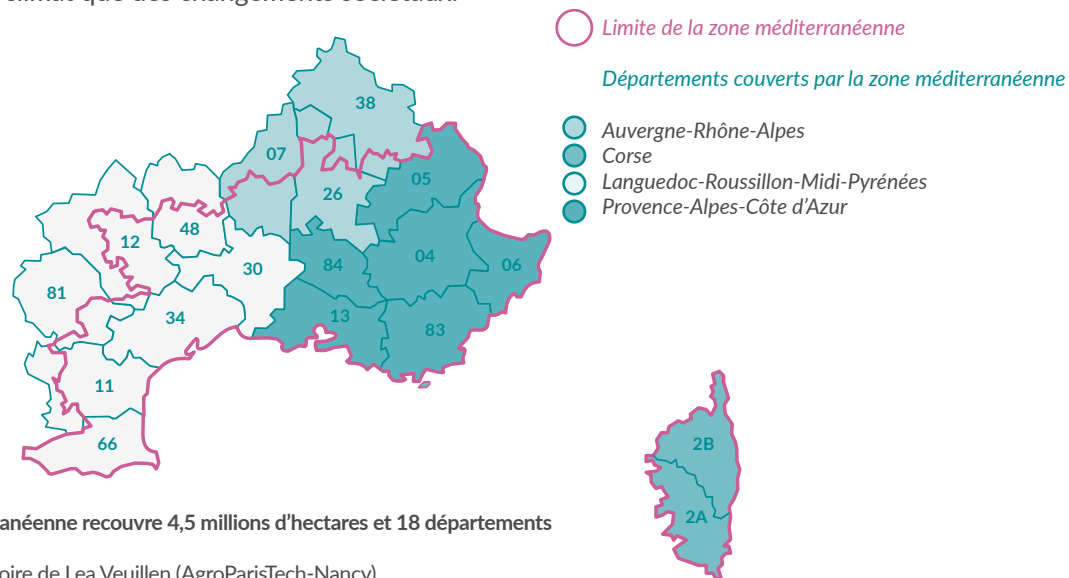
Dans la perspective du changement climatique, l'attention est plus que jamais portée sur l'évolution de nos environnements. Comment gérer de façon raisonnée et durable les ressources naturelles disponibles ? Les territoires que nous connaissons aujourd'hui pourront-ils s'adapter à ces changements globaux ? Exploitation des ressources et gestion durable des milieux, utopie ou piste d'avenir ?

La forêt méditerranéenne recouvre 4,5 millions d'hectares et 18 départements¹⁹. Elle est caractérisée par un stress hydrique allant de 1 à 4 mois, déterminant la nature des essences qui la constituent. On y rencontre diverses espèces de chênes, des châtaigniers, des hêtres, et une douzaine d'espèces résineuses parmi lesquelles principalement le pin sylvestre. Elle forme **des réservoirs de biodiversité majeurs** et présente un potentiel de valorisation sous-estimé depuis plusieurs décennies.

C'est pourquoi la forêt méditerranéenne réunit des enjeux multiples et connectés. Cette étude rassemble le point de vue d'acteurs du monde économique, institutionnel et politique tous concernés par ces enjeux. Son objectif : identifier et mettre en relation les différents rôles et services rendus par la forêt méditerranéenne. La synthèse de l'étude qui va suivre s'inscrit dans une logique de présentation des enjeux et des pistes de réflexion et d'action à destination des acteurs du territoire, pour **déployer tout le potentiel de la forêt méditerranéenne**. Les acteurs forestiers, ouvrent ainsi le dialogue et proposent une base nouvelle de réflexion pour une action commune.

Tout d'abord, les enjeux touristiques et sociaux de la forêt. Ce sont les plus visibles et conscients dans l'opinion. Cette synthèse s'intéressera donc dans un premier temps à la mise en perspective de ces enjeux, au cœur des problématiques de gestion durable de la forêt. Le deuxième axe central de cette étude s'attache au décryptage du **potentiel de développement économique que recèle la forêt méditerranéenne**, fondamental et porteur d'enjeux majeurs. Existe-t-il une véritable « filière bois » et quelles sont les conditions de son dynamisme ? Peut-on valoriser la ressource et chiffrer son potentiel ? À quelles conditions l'exploitation de la biomasse est-elle possible, dans une région marquée par des équilibres fragiles ? Telles étaient les questions qui ont été posées aux contributeurs. Enfin, le troisième axe de cette étude inscrit la forêt méditerranéenne dans la perspective beaucoup plus vaste du temps écologique.

Au-delà des opportunités touristiques et économiques qu'elle offre, **la forêt méditerranéenne constitue un patrimoine écologique à préserver, ouvrant un formidable et essentiel potentiel d'avenir.** Par sa situation et son histoire elle constitue pour la France entière un modèle des évolutions probables sur le reste du territoire national (voire européen ?) tant pour ce qui est du climat que des changements sociétaux.



La forêt méditerranéenne recouvre 4,5 millions d'hectares et 18 départements

Extrait d'un mémoire de Lea Veuillen (AgroParisTech-Nancy), effectué en collaboration avec l'Association Forêt méditerranéenne, à paraître.

I Les enjeux touristiques et sociaux

1.1 Concilier activités touristiques et protection des écosystèmes forestiers

L'activité touristique et sociale en méditerranée repose en grande partie sur l'environnement forestier aux spécificités fortement ancrées dans l'imaginaire collectif. Toutefois si le tourisme est source de développement économique, la forte fréquentation, notamment estivale, génère également des désagréments et des contraintes fortes sur les milieux forestiers.

Ainsi, le rôle social et touristique de la forêt méditerranéenne ne paraît pouvoir être tenu dans la durée qu'à condition d'aménager et de valoriser de nouveaux cadres de vie partagés entre les différents usagers de la forêt. L'activité touristique en forêt passe donc par une indispensable prévention renforcée du grand public et des propriétaires. La gestion forestière doit être comprise comme un élément de prévention.

Par ailleurs, le « service » touristique rendu par la forêt a un coût. Ce dernier doit être perçu par le grand public pour une meilleure compréhension et acceptation des règles de vie dans cet espace spécifique. Il semble également important que ce coût puisse être mieux évalué par les pouvoirs publics ou privés, dans une logique de développement du tourisme durable en méditerranée, plus en phase avec les contraintes présentes et futures.

1.2 Démultiplier les synergies entre les différents usagers de la forêt

La fréquentation des forêts par le grand public assure le maintien d'un dynamisme sur le territoire, a priori compatible avec la production de bois. L'étude quantitative note que seuls 7 % des usagers perçoivent aujourd'hui comme gênante l'exploitation de la forêt méditerranéenne.

Nombreux sont toutefois les acteurs du territoire qui rappellent combien les coupes de bois sont généralement mal perçues – une perception fondée bien souvent sur des images erronées de déforestation de type amazonienne.

La nécessité de trouver des synergies entre les activités touristiques et l'exploitation du bois fait consensus au sein de la filière. Une cohabitation des différents usages de la forêt semble donc possible, à condition de déployer un effort de pédagogie sur lequel insistent notamment plusieurs des contributeurs.

II Les enjeux économiques

2.1 Encourager et promouvoir la gestion forestière

Nombreux sont ceux qui s'accordent sur l'importance de faire prendre conscience au grand public que la forêt méditerranéenne doit être gérée, donc cultivée. Les principes de cette gestion sont malheureusement encore aujourd'hui trop méconnus tant du point de vue de leur finalité que des acteurs impliqués.

Faisant trop souvent l'objet d'idées reçues auprès du grand public, le développement économique de la filière passe par une meilleure valorisation des ressources forestières et ce sur l'ensemble de son périmètre, en adéquation avec la hiérarchisation naturelle des usages (bois d'œuvre, bois d'industrie, bois énergie).

Il semble enfin important de soutenir davantage les propriétaires forestiers en favorisant leur professionnalisation. C'est une condition indiscutable pour l'accroissement de la production de bois en forêt méditerranéenne et une meilleure valorisation de cette ressource clé.

2.2 Renforcer l'investissement

La structuration de la filière et la valorisation de tous les usages du bois demandent des efforts d'investissement, publics et privés, dans un outil de production industriel permettant de faire face à la concurrence mondialisée.

La nécessité de structurer une filière fait donc également jour chez les élus. Ces derniers sont plutôt favorables à l'émergence de structures permettant de valoriser la ressource bois en forêt méditerranéenne.

Les pistes d'investissements sont multiples, notamment du côté de la recherche sur les essences locales, afin de favoriser la production de bois d'œuvre et l'usage de bois aux qualités sous estimées (pin d'Alep, pin sylvestre,...). Ces investissements touchent aussi au domaine de la formation des professionnels, ou encore de l'amélioration des outils de transformation du bois. La recherche peut être aussi encouragée par la réglementation dans le domaine de la construction.



III Les enjeux écologiques

3.1 Continuer à développer une vision multifonctionnelle de la forêt

Le développement d'une vision multifonctionnelle de la forêt constitue un enjeu de développement territorial. Une gestion forestière dynamique et consciente des problématiques environnementales apparaît comme primordiale afin de préserver la diversité des essences et de développer les différents services rendus par la forêt.

Cette étude promeut la nécessaire cohabitation des fonctions productives de la forêt méditerranéenne avec le maintien de son rôle écologique pour satisfaire à cet enjeu clé. Il est en effet tout à fait possible de mener de concert la valorisation du bois de chauffage en ouvrant des territoires de chasse, l'entretien d'un parc en créant des plantations expérimentales et la sensibilisation à la sylviculture du grand public en montrant la place de la biodiversité dans les techniques sylvicoles.

3.2 Encourager une coopération raisonnée de tous les acteurs du territoire

Les usagers et acteurs de la forêt sont nombreux et ne partagent pas tous la même vision. La multifonctionnalité de la forêt ne pourra se concrétiser réellement qu'à travers une meilleure coordination de l'ensemble des acteurs. Au niveau institutionnel, la transparence et la collaboration des institutions dédiées à la promotion et à l'exploitation des forêts ainsi que l'entretien du dialogue entre industriels, propriétaires et gestionnaires professionnels ressort dans cette étude comme une piste d'action et de progrès incontournable. Du point de vue du grand public et des acteurs locaux, il paraît surtout essentiel de rappeler que la ressource en bois se partage entre les acteurs et s'inscrit dans une logique de pérennisation et d'approvisionnement à long terme.



« Le programme national de la forêt et du bois est un bon document, qui donne des perspectives d'avenir et laisse la main aux régions pour définir des objectifs de production adaptés à leurs spécificités. Mais les régions doivent reconnaître que c'est à travers des projets de territoire que ce PNFB marchera. Il faut réunir les acteurs pour bâtir un projet de développement axé sur le bois. Pour que les chartes forestières de territoire fonctionnent, 4 conditions sont nécessaires : délimiter un périmètre qui a du sens, bien identifier les problématiques, avoir un élu qui s'engage dans l'action, et déployer des capacités d'animation sur le terrain. »

Charles DEREIX,
Ingénieur général des Ponts,
des Eaux et Forêts (IGPEF), MAAF Paris.

IV Enjeux et actions transverses

4.1 Changer la terminologie et éviter les slogans défensifs

Le décalage entre la vision grand public de la forêt et la réalité du terrain est importante. Ce décalage de perception est l'un des freins majeurs aux efforts entrepris par la filière et les décideurs pour la valorisation de la forêt méditerranéenne.

Dans cette perspective, la plupart des acteurs interrogés s'accordent sur la nécessité de bannir des mots comme « exploitation forestière » - à remplacer par « récoltes de bois ». Cette terminologie permet d'éviter les slogans défensifs pour leur préférer des thèmes porteurs pour les « citadins ».

Il appartient par ailleurs au Ministère de l'environnement et plus largement aux pouvoirs publics de faire comprendre à la société l'importance de la forêt au niveau climatique et de lutter contre l'idée reçue que la gestion forestière est défavorable à la biodiversité.

4.2 Mobiliser les financements et repenser les réglementations fiscales

Changer le regard sur la forêt, favoriser le dialogue et la cohabitation de tous ses acteurs, créer une filière bois d'avenir - tout cela implique aussi de repenser les modèles financiers qui soutiennent ces actions.

La mobilisation du bois nécessite d'aider financièrement les communes à sa mise en place, à travers des crédits européens, des programmes ruraux, des crédits attribués aux régions (incendie) ou encore des crédits du MAAF. L'émergence de fonds privés, aux côtés des sources de financement publiques, permet aussi de travailler sur le renouvellement des peuplements. Une réglementation fiscale plus favorable aux propriétaires forestiers est à prévoir au niveau national, notamment lorsqu'elle conditionne l'accès à un « fonds carbone » ou les facilités de gestion d'un groupement forestier.

4.3 Former les générations à venir

L'avenir de la forêt méditerranéenne se fonde aussi et bien évidemment sur les générations futures. Les formations universitaires actuelles permettent non seulement de faire connaître la forêt méditerranéenne et les métiers de la forêt, mais elles ouvrent aussi des perspectives d'emplois désormais reconnues. Leurs étudiants sont formés pour devenir des gestionnaires efficaces, conscients de la biodiversité, et qui font vivre la forêt.

Animation de la filière et du territoire, recherche et innovation, tels sont les objectifs que se donne aujourd'hui AgroParisTech et que pourrait déployer un nouveau centre de formation supérieure à la gestion des milieux naturels et forestiers méditerranéens, envisagé par l'association Forêt Méditerranéenne dans les Bouches-du-Rhône.

Proposition de Jean BONNIER
(Association Forêt Méditerranéenne) :



Créer un centre de formation supérieure à la gestion des milieux naturels et forestiers méditerranéens.

Il existe à Montpellier une grande école d'agronomie, Montpellier-sup-agro, qui délivre des licences professionnelles, des mastères, un diplôme d'ingénieur et prépare au doctorat.

Elle pourrait ouvrir, soit sur place, soit dans un de ses établissements annexes comme le Domaine du Merle, à Salon (Bouches-du-Rhône), une formation dédiée aux métiers de la gestion et de la protection des espaces naturels et forestiers méditerranéens, pour des techniciens, des ingénieurs et des docteurs, de notre pays et des pays méditerranéens. Au niveau du mastère et de l'ingénieur, une telle école pourrait recruter tant dans les universités que dans les écoles d'ingénieurs de toutes disciplines (industrie, génie civil) et de gestion.

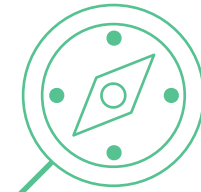
La position géographique centrale de ce domaine, proche du Rhône, faciliterait la mobilisation des enseignants et des chercheurs des deux régions continentales principalement concernées (Universités d'Aix-Marseille, de Nice, d'Avignon, de Toulon, de Montpellier et de Perpignan), comme des professionnels de toute la région méditerranéenne, qu'il s'agisse de ceux des filières forêt-bois, de la faune, domestique comme sauvage, ou des gestionnaires de territoires, parcs inclus.

Cela permettrait que soient enseignées, tant en formation initiale qu'en formation continue, les approches les plus vastes de la gestion des territoires naturels et de leurs productions.

Comme évoqué en introduction, nous avons à travers cette synthèse proposé un état des lieux de la forêt méditerranéenne, éclairé par un regard analytique de la part des acteurs de terrain. Cette étude a également permis de faire émerger des pistes d'action concrètes sur chacun des grands axes.

6 PISTES D' ACTIONS

POUR RÉPONDRE À L'ENJEU SOCIAL ET TOURISTIQUE



Développer et soutenir des stratégies d'occupation des lieux

Il est globalement nécessaire d'occuper le terrain, que ce soit par la gestion forestière, le sylvo-pastoralisme, ou les activités sociales, afin de maîtriser la présence humaine. Ainsi, la chasse entretient par exemple une présence, une vie sur le territoire et limite les intrusions désordonnées. Des initiatives comme celles de Forestour (association qui développe le tourisme en forêt) sont à développer.

Rappeler au grand public que la forêt a un propriétaire

Malgré des soucis de fréquentation et des incivilités inévitables, la forêt privée est de fait ouverte au public en raison des sentiers qui la traversent. Certains évoquent l'hypothèse d'une taxe analogue à celle du pollueur-payeur, susceptible de valoriser économiquement les services touristiques et sociaux de la forêt. Par ailleurs, il est nécessaire de trouver une solution pour dégager la responsabilité civile du propriétaire forestier en cas d'accident de promeneur dans sa forêt.

Objectiver le rôle d'accueil majeur de la forêt méditerranéenne

Il convient en effet de structurer l'offre d'accueil en forêt et d'aider financièrement les propriétaires, publics ou privés, à matérialiser cette offre d'accueil. Il faut également susciter la recherche sur les enjeux socio-culturels de la forêt méditerranéenne et les modes de gouvernance, ainsi que sur les conditions d'une valorisation raisonnée et soutenable.

Poursuivre et encourager la prévention au risque incendie

Par la sensibilisation et la formation des riverains et des usagers des massifs sensibles. En outre, la présence de gardes forestiers et de sylviculteurs sur le terrain favorise ce travail de prévention du risque incendie.

Trouver la synergie entre les activités touristiques et sociales et l'exploitation de la forêt méditerranéenne

Les activités sociales comme la chasse, le sylvo-pastoralisme, la randonnée, ou encore les activités ludiques de type accrobranche bénéficient d'une gestion raisonnée de la forêt méditerranéenne. Cette gestion raisonnée permet en effet de ré-ouvrir les milieux et de favoriser ainsi la diversité faunistique. Du point de vue touristique, les coupes de bois ouvrent des fenêtres paysagères non négligeables, à condition de créer des « mosaïques » forestières.

Inciter les élus à prendre en compte la fonction sociale de la forêt

Indispensable dans une société de plus en plus urbaine, cette fonction doit être prise en compte dans l'aménagement du territoire, afin d'éviter que la forêt soit dégradée par le passage des promeneurs. A titre d'exemple, le partenariat entre le Syndicat des propriétaires et les Conseils départementaux sur le tracé des chemins de randonnées est une première étape de cet encadrement de la présence du public en forêt, ne serait-ce que pour des questions de responsabilité civile et pour ne pas troubler la gestion forestière.

6 PISTES D' ACTIONS

POUR RÉPONDRE AUX ENJEUX ÉCONOMIQUES



Investir dans un outil de production industriel

La structuration de la filière bois passe par un effort d'investissement considérable, qui permettra de moderniser l'outil (notamment du côté des scieries) et de faire face à la concurrence d'un marché mondialisé. Cet investissement doit aussi permettre l'accroissement de la récolte de bois dans les régions difficiles d'accès et de favoriser l'émergence d'un « juste prix » du bois. Il faut aussi investir dans la recherche sur les techniques de sylviculture méditerranéennes.

Valoriser le bois construction

Un travail d'information est à opérer auprès des pouvoirs publics et des grands donneurs d'ordre, susceptibles de générer des chantiers faisant appel au bois construction. Ce travail peut déboucher sur la création de nouvelles réglementations ou l'harmonisation de réglementations existantes. Encourager le grand public à construire en bois (et notamment en bois local) fait aussi partie des objectifs de la filière.

Soutenir la recherche sur les essences locales

Ce travail est essentiel pour la valorisation du bois d'œuvre, qui doit être première dans la structuration de la filière. Trouver les moyens de faire le meilleur usage des essences locales, de les améliorer, c'est créer les conditions d'un usage qui apparaît comme le premier dans la hiérarchie des usages du bois.

Faire connaître le potentiel énergie de la forêt méditerranéenne

Un travail de communication autour du potentiel biomasse inexploité de la forêt méditerranéenne est à engager auprès du grand public et de tous les acteurs du territoire. La prise de conscience de ce potentiel est la condition d'un accueil favorable des nouvelles entreprises dédiées à l'exploitation de la biomasse. C'est aussi en renforçant le soutien des politiques sur la filière bois énergie/bois industrie que la rentabilité économique de la mobilisation du bois sera possible.

Favoriser la professionnalisation des propriétaires forestiers

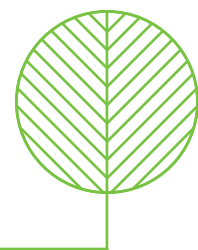
Mettre les propriétaires de forêt en relation avec des professionnels et instaurer davantage de collaborations entre forestiers et gestionnaires s'avèrent capital. Le développement d'incitations au regroupement des parcelles permettra aussi une mutualisation des moyens, tout comme la mise en place de modalités de mise en vente facilitantes. Les élus peuvent aussi encourager la refonte des parcelles et le nettoyage de la base cadastre.

Entretenir le dialogue entre les acteurs du territoire

Un dialogue étroit doit être d'abord établi entre petites chaufferies et grandes centrales biomasse, afin de montrer qu'une coexistence harmonieuse est possible. Un dialogue accru entre propriétaires, récoltants et industriels du bois permettra aussi une structuration de la filière. Enfin, les acteurs du bois doivent valoriser et faire connaître le potentiel économique de la filière auprès des élus.

6 PISTES D' ACTIONS

POUR RÉPONDRE AUX ENJEUX ÉCOLOGIQUES



Diversifier la forêt et agir pour la biodiversité

L'anticipation du changement climatique passe moins par un changement des essences plantées que par la préservation de la biodiversité. Ainsi, une gestion forestière dynamique et consciente des problématiques environnementales apparaît comme la meilleure manière de préserver la diversité des essences.

Adapter les techniques sylvicoles au changement climatique

En développant la création de plans simples de gestion (PSG), on favorise l'analyse des stations forestières et l'on peut mettre en place des techniques sylvicoles respectueuses de la biodiversité. Les outils de diagnostic sur la sensibilité aux changements climatiques (outil BIOCLIMSOL de l'IDF) accompagnent aussi cette adaptation.

Rémunérer le service écologique de la forêt méditerranéenne

L'entretien des forêts participe du service écologique qu'elles fournissent, en augmentant la captation de carbone par des arbres en bonne santé. Cet entretien passe par une gestion qui a un coût pour les propriétaires forestiers. Une rétribution de leur investissement est envisageable, à travers des aides publiques ou la mise à contribution du grand public pour le service écologique rendu. Il est aussi nécessaire de mener des recherches et des expérimentations en forêt méditerranéenne, qui serviront dans le futur aux forêts plus septentrionales.

Continuer à travailler avec les chartes forestières de territoire

Ces chartes sont destinées à devenir un outil d'aménagement et de développement durable des territoires ruraux, insérant davantage les forêts dans leur environnement économique, écologique, social et culturel. Elles contribuent à la prise de conscience de l'interaction entre les différents acteurs de la forêt (et ses différents usages) et insufflent une dynamique collaborative, inscrite dans la perspective du développement durable.

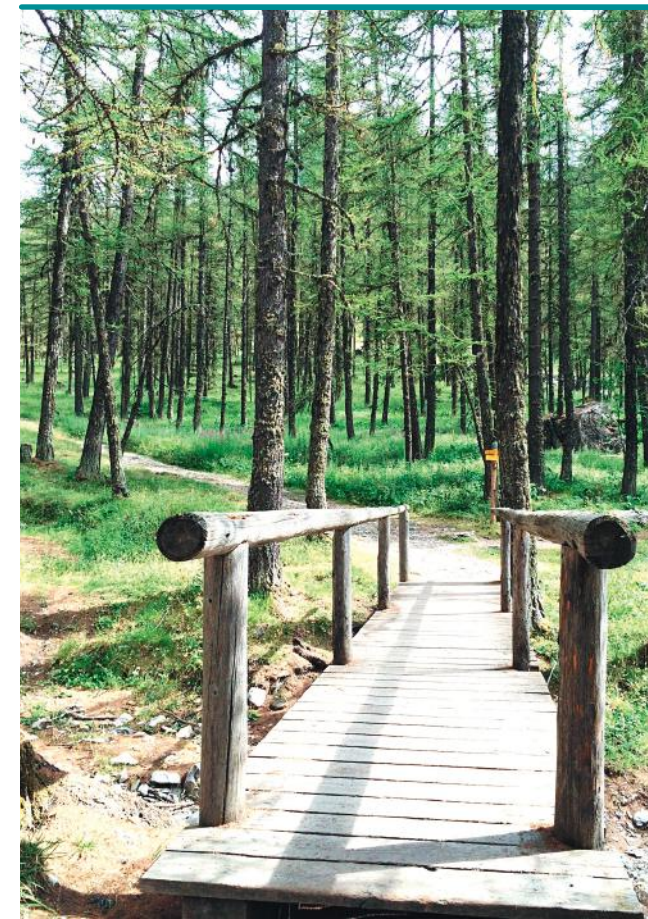
Encourager les projets « multifonctionnels » en forêt

Les initiatives permettant de lier les différents rôles de la forêt sont à multiplier. Valoriser le bois de chauffage en ouvrant des territoires de chasse, entretenir un parc en créant des plantations expérimentales, faire découvrir la sylviculture au grand public, montrer les liens qui existent entre la prévention incendie et la gestion forestière – autant d'initiatives destinées à montrer qu'il est possible de vivre ensemble en forêt dans le respect de l'environnement.

Former les générations futures

Faire connaître la forêt méditerranéenne et les métiers de la forêt, à travers les filières universitaires (AgroParisTech) présente un intérêt à la fois en termes de connaissance et d'emploi. Sensibilisées aux enjeux de la forêt méditerranéenne, les nouvelles générations ont un rôle crucial qui dépasse largement le « bûcheron » d'antan. Ce sont des gestionnaires efficaces, conscients de la biodiversité, et qui font vivre la forêt.

MÉTHODOLOGIE



En parallèle à ce travail, **une étude quantitative en direction du grand public** a été menée². Les résultats répondent aux points de vue recueillis et introduisent des pistes de communication et d'actions à mener auprès du grand public. Cette étude a été réalisée en février 2016 à partir d'un **questionnaire en ligne de 15 minutes**, auprès d'un panel d'internautes issus de la région méditerranéenne (PACA, Corse, Languedoc Roussillon – 1 000 interviews) et de la région Alsace Lorraine (800 interviews). Cette étude quantitative permet de créer des points de comparaison entre la perception d'une forêt plus « établie », comme celle de l'Alsace Lorraine, et celle de la forêt méditerranéenne.

Les données techniques et la description de la forêt méditerranéenne ont été compilées et mises en perspective par une étudiante d'AgroParisTech hébergée au sein de l'Association Forêt Méditerranéenne (juin-août 2016).

Le soutien financier d'Uniper a permis de déployer les moyens humains et la logistique nécessaires à la réalisation de ce travail.

La mise en place de l'étude, la définition des axes de travail et l'élaboration des questionnaires qui ont permis de réaliser cette étude ont été encadrées par le groupe Initiative Forêt Méditerranéenne, réunissant des acteurs représentatifs de l'amont de la filière forêt-bois et du territoire méditerranéen (liste des organismes en annexe 1). Ainsi, les questions posées ont eu moins vocation à identifier la nature de « forêt méditerranéenne » et ses spécificités, connaissances généralement partagées par les acteurs interrogés, que d'évaluer leur positionnement face aux enjeux de la forêt méditerranéenne.

La matière première de cette étude réside dans les 40 entretiens qualitatifs menés auprès de personnes identifiées pour leur rôle occupé au sein de la filière forêt-bois et du territoire méditerranéen. Aussi, les acteurs interrogés seront-ils donc nommément cités dans ce rapport, ainsi que leur fonction et l'institution qu'ils représentent. La liste complète des personnes interrogées est placée en annexe 2 du présent rapport.

ANNEXE 1

LISTE DES ORGANISMES MEMBRES DU GROUPE INITIATIVE FORÊT MÉDITERRANÉENNE

Association Forêt méditerranéenne

- COFOR
- CRPF Corse
- CRPF PACA
- Fransylva Gard
- CRPF Languedoc-Roussillon
- Fransylva PACA
- CRPF Midi-Pyrénées
- DAARF LR - MP
- Fransylva - Forestiers privés de France
- Fransylva Drôme
- Fransylva Languedoc-Roussillon
- ONF Méditerranée
- RMT Aforce (CNPf)

ANNEXE 2

- BARDOU Gérard**, ADEME MP-LR

BOURNAUD Yannick, Président du CRPF Midi Pyrénées

COLIN Pierre-Yves, Directeur d’AgroParisTech Montpellier

ELINEAU Antoine, Fibre-Excellence

FLEURY Bertrand, ONF,
adjoint au Directeur territorial Méditerranée

FORTUNATO Paul, Président du syndicat des exploitants forestiers scieurs de Lozère et du Gard

FOUREST Thomas,
Réseau régional des gestionnaires d'espaces naturels

GAILLARD Jean-Pierre,
Fédération nationale des chasseurs de l’Hérault

GAUTIER Gérard, Fondateur de Forestour

GOUSSÉ François, Directeur de la DRAAF Paca

GUERO Marie-Claire,
DRAAF Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées

INARD Didier, Inard Bois (Aude)

JAUFFRET André, Scieur (PACA)

LACOMBE Eric, Directeur d'AgroParisTech Nancy

LAMBERT François Michel,
Député des Bouches-du-Rhône

LANGERON Luc,
Directeur de l'écomusée de la forêt à Gardanne

LAPLACE Dominique,
Seram - responsable des projets d'innovation

LEGILE Anne, Parc National des Cévennes
- LUCCIONI Daniel**, Président du CRPF Corse

LOUCHE Alain, Maire de Saint-Martin de Boubaux (48)

MAGGI Jean-Pierre, Député des Bouches-du-Rhône

MARCILLAC François de,
Président de Fransylva Midi Pyrénées

MATHIEU Francis,
Président du syndicat des forestiers privés du Gard

MILON Olivier, Secrétaire général du MEDEF Corse

MIQUEL Simon, Responsable de l’unité de la forêt du Languedoc Roussillon

MONTEL Bernard, Cosylva coop sylviculteur Aude

MOUNIER Christian, Président de la commission agriculture, eau, environnement

NEYER Laurent,
Directeur régional adjoint de la DREAL PACA

PELLISSIER Claude, Maire de La Rochegiron (04)

PERRAUD Ludovic, Coopérative Forêt Privée Gard Lozère

PONCET Julie,
France Nature Environnement Alpes de Haute-Provence

PORTIER Florian, Certification BOIS DES ALPES

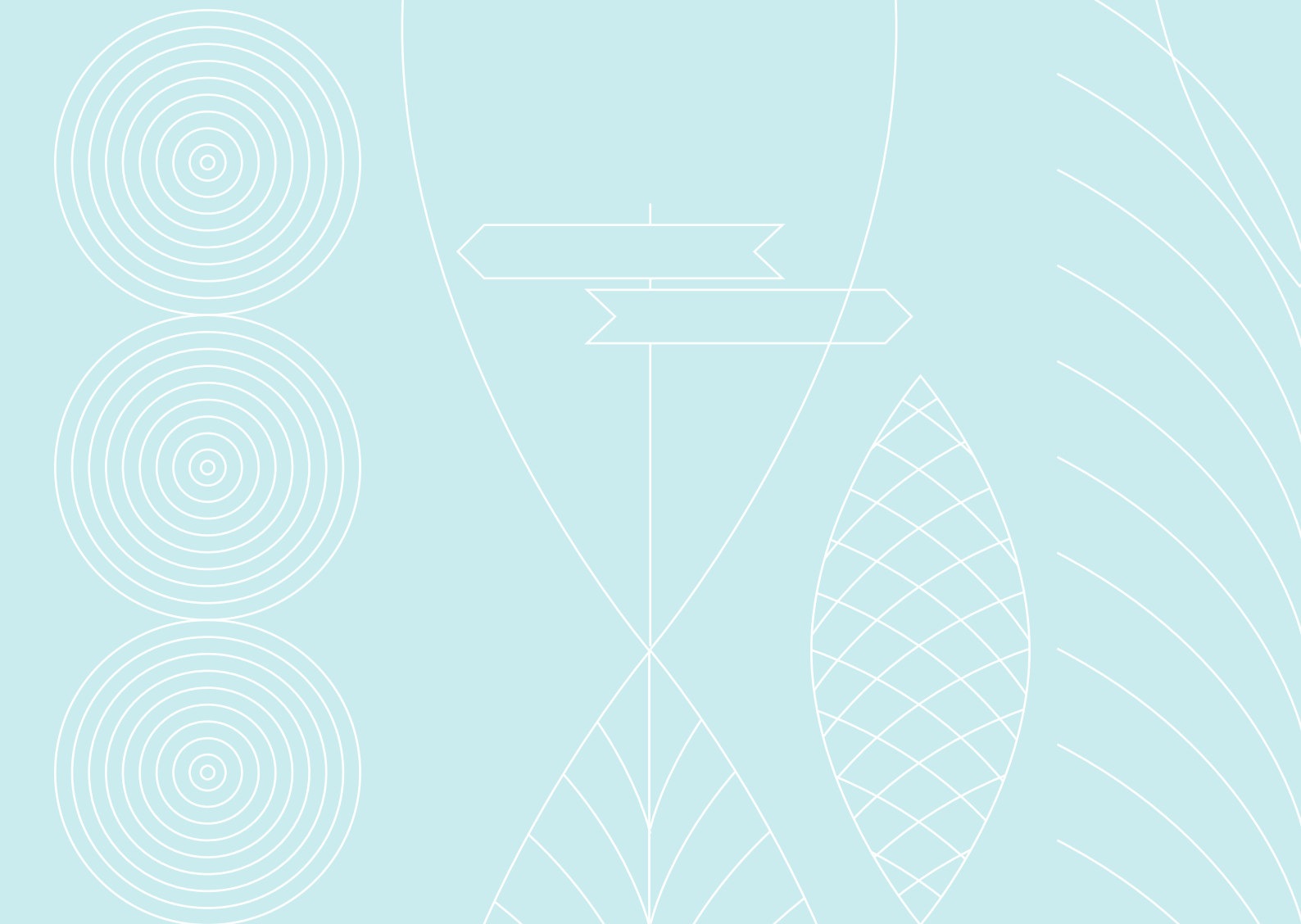
QUILICI Daniel, Président du CRPF Paca

QUEFFELEC Thierry, Secrétaire général du SGAR - PACA

ROUX Frédéric-Georges,
Président de l’Union régionale PACA Fransylva

SALVIGNOL Christian, Directeur de l’EPLFPA

THÉVENET Philippe, Directeur du CRPF PACA



À propos de Initiative Forêt Méditerranéenne :

Ce groupe rassemble des acteurs forestiers de Méditerranée qui se mobilisent exceptionnellement pour faire comprendre l'enjeu forestier méditerranéen : l'alliance entre l'économie et l'écologie. Elle est composée de représentants des instances suivantes : Association Forêt Méditerranéenne, les CRPF (centre régional de la propriété forestière) de Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Corse et Midi-Pyrénées, COFOR (communes forestières) Occitanie (Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées), DRAAF Occitanie (Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées), Fransylva Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Corse, Midi-Pyrénées, Drôme, ONF Méditerranée et RMT Aforce (CNPF).



Comité de pilotage : INITIATIVE FORÊT MEDITERRANÉENNE.

Financement du projet : UNIPER.

Coordination du projet – réalisation de l'étude qualitative – rédaction du rapport et de sa synthèse : OHWOOD

Etude quantitative grand public : ETHYS.

Conception et création : Agence BORNÉO